



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE**

**N°136 – PERIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 30 JUIN 2016**

**CONSULTATION SUR PLACE :**

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30



**ARRETES**

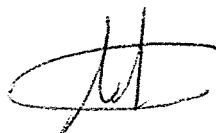


Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du 21 juin 2016.

Nom et signature de l'intéressé :

MEXES. S.



Le 21.6.16

**ARRETE S/N° 25130**

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

**Vu** l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de protocole, de défense, et d'anciens combattants.

**Vu** la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 21 juin 2016 par, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville.

**Article 1 :**

Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion des festivités du 21 juin 2016.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 juin 2016.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le : 21 juin 2016.

**PERMIS DE TIRER UN FEU D'ARTIFICE  
DE CATEGORIES  
C2, C3, C4, K2, K3 ET K4  
LE 13 JUILLET 2016**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**VU** l'article L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** la demande du Comité des Fêtes de Saint-Orens en date du 30 mai 2016 en vue de procéder à un tir de feu d'artifice de catégories C2, C3, C4, K2, K3 et K4,  
**VU** la nature des produits pyrotechniques de catégories C2, C3, C4, K2, K3 et K4,  
**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre,  
**VU** l'arrêté ministériel du 28 septembre 1995 relatif aux distances de sécurité à respecter pour le public en fonction du produit pyrotechnique utilisé,  
**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, adjoint au Maire, portant le numéro 24170 du 2 juin 2015,  
**VU** la circulaire n° IOCA1014448C du 15 juin 2010 présentant les modifications de la réglementation relative aux artifices de divertissement et articles pyrotechniques destinés au théâtre suite à la transposition de la directive 2007/23/CE.

**ARRETE S/N° 25129 / 2016**

**ARTICLE 1**

Monsieur le Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville est autorisé à faire procéder à un tir d'un feu d'artifice de catégories C2, C3, C4, K2, K3 et K4, par un artificier dûment qualifié Place Jean Béllières le mercredi 13 juillet 2016 à partir de 22h30 pour une durée de 30 mn.

**ARTICLE 2**

Monsieur le Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville s'engage à veiller au respect des consignes de sécurité ci-après :

- Le périmètre de sécurité devra être mis en place avec des barrières par les organisateurs conformément au plan de masse transmis en Préfecture et aux services communaux le 30 mai 2016,
- L'accès à la zone de préparation du tir ne sera accessible qu'aux personnes dûment autorisées et qualifiées,
- L'artificier se conformera à la notice d'utilisation des produits pyrotechniques,
- La personne chargée du tir devra inspecter à la fin du tir les alentours du site afin de s'assurer qu'il ne reste pas de flammèches dues aux retombées de produits pyrotechniques,
- La personne chargée du tir devra procéder au nettoyage, ratissage et enlèvement des déchets d'artifices,
- Les services municipaux mettront à disposition des organisateurs 4 extincteurs à eau pulvérisée ainsi qu'un point d'eau avec tuyau à proximité de la zone de tir,
- Si la vitesse du vent est supérieure à 54 km/heure, le tir du feu d'artifice sera annulé.

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
A L'OCCASION DE LA FETE  
NATIONALE 2016**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour la bonne organisation de la fête nationale du mercredi 13 juillet 2016 et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation,

**ARRETE S/N° 25128 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la fête nationale, la circulation et le stationnement de tous les types de véhicules seront interdits, à l'exception des riverains, des services d'urgences, des services municipaux et des organisateurs sur la place Jean BELLIERES et dans toutes les rues adjacentes suivantes :

- à partir du n°6 de l'avenue Jean Bellières jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières/ avenue Armand Leygue/ avenue des Chênes.
- rue de Lentourville au niveau du n° 32 et 43

**DU MERCREDI 13 JUILLET 2016 (14h00)  
AU JEUDI 14 JUILLET 2016 (2h00)**

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le jeudi 14 juillet 2016 (2h00) sur décision des autorités communales compétentes.

**ARTICLE 2**

Pour le bon déroulement de la fête nationale sur la place Jean BELLIERES, la circulation sera déviée pendant la durée de la manifestation de la façon suivante :

- Pour l'avenue Jean BELLIERES : par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue ;
- Pour la place Jean BELLIERES et la rue de LENTOURVILLE : par la rue du Parc et la rue du Moulin

### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les services municipaux et mise en place par les organisateurs. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie

### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

### **ARTICLE 5**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 7**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera adressé :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 juin 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 13 juillet 2016



#### ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Serge JOP  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22 juin 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 30.06.2016

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 17/06/2016, travaux de trottoirs

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25125**

**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
<p>NOM : pole territorial Est            ADRESSE : 1 avenue de Luan            31130 BALMA            Responsable chantier : Eric LALANNE            Tel : 05 67 73 89 19            Mail : Eric.lalanne@toulouse-metropole.fr</p>	<p>NOM : LHERM TP            ADRESSE : chemin Dubac            31270 CUGNAUX            Responsable chantier : Gabriel BANDIERA            Tel : 05 62 87 32 65            Mail : g.bandiera@orange.fr</p>

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
27 juin au 8 juillet 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/06/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 21/06/2016

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 17/06/2016, branchements GRDF

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25124****ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : GRDF ADRESSE : 16 rue Sébastopol 31100 TOULOUSE Responsable chantier : Frédéric TASTET Tel : Mail : Frederic.tastet@erdf-grdf.fr	NOM : MIDI TP ADRESSE : 9, avenue pierre Semard 31600 SEYSSES Responsable chantier : Laetitia GAUCHIE Tel : 07 86 72 91 55 Mail : laetitia.gauchie@miditp.fr

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:**

**5 au 8 aout 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**



**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/06/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 21/06/2016

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 17/06/2016, stationnement camion

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

**ARRETE S/N° 25123****ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : LOUPIAC ADRESSE : 40 avenue de Gameville 31650 Saint Orens Responsable chantier : Tel : Mail :	NOM : SOLTECHNIC ADRESSE : 11 bis avenue Larrieu 31100 TOULOUSE Responsable chantier : Tel : 05 62 20 00 64 Mail : soltechnic.toulouse@wanadoo.fr

- Autorisation de neutralisation de trois places de stationnement
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
16 juin au 2 juillet 2016**

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/06/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 21/06/2016

## **ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DES CARMES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** la demande de Mr BOUYGUES, domicilié au 54, chemin des Carmes à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Carmes le vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des Carmes organisé par Mr BOUYGUES et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

### **ARRETE S/N° 25122 / 2016**

#### **ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier des Carmes la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **sur l'impasse des Vignes dans sa totalité.**

**DU VENDREDI 1<sup>er</sup> JUILLET 2016 (18H00)  
AU SAMEDI 2 JUILLET 2016 (2H00)**

#### **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

#### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

#### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

#### **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 juin 2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 1<sup>er</sup> juillet 2016



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DE LA RUE JOSEPH PEYRUSSE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr Benoit FLOURIEUSSE domiciliée 1, rue Joseph Peyrusse à Saint-Orens de Gameville à l'occasion du repas de quartier de la rue Joseph Peyrusse le jeudi 30 juin 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue Joseph Peyrusse organisé par Mr Benoit FLOURIEUSSE et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25093 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - rue Joseph Peyrusse », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue Joseph Peyrusse dans sa totalité :**

**DU JEUDI 30 JUIN 2016 (18H00)  
AU VENDREDI 1er JUILLET 2016 (0H00)**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DE L'AVENUE DES ILES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme Cécile GRIMALDI en date du 15 mai 2016 domiciliée au 15, avenue des Iles à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier l'avenue des Iles le vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2016 au soir.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de l'avenue des Iles organisé par Mme Cécile GRIMALDI et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25092 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier de l'avenue des Iles », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux entre le n°13 et le n°21 de l'avenue des Iles.

**DU VENDREDI 1er JUILLET 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 2 JUILLET 2016– 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.



### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

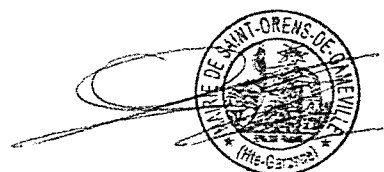
### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 1<sup>er</sup> juillet 2016.  
Et après transmission en Préfecture : néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER LA QUERQUEILLE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr HERAIL en date du 18 mars 2016 domicilié au 15, rue de la Querqueille à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier la Querqueille le vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2016 au soir.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier la Querqueille organisé par Mr HERAIL et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25091 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier la Querqueille », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux entre le n°6 et le n°36 de l'avenue du Mail.

**DU VENDREDI 1<sup>er</sup> JUILLET 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 2 JUILLET 2016– 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 1<sup>er</sup> juillet 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DU LAURAGAIS**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr et Mme SABADIE et tous les participants à cette manifestation en date du 22 février 2016, à l'occasion du repas de quartier rue du Lauragais le vendredi 1er juillet 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier rue du Lauragais organisé par Mr et Mme SABADIE au nom de tous les participants à cette manifestation pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N°25090 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue du Lauragais », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur le parking, situé entre le numéro 39 et le numéro 41 de l'avenue de Lauragais.

**DU VENDREDI 1er JUILLET 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 2 JUILLET 2016 – 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

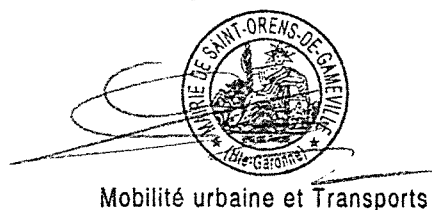
### ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 1<sup>er</sup> juillet 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DE LA CHENAIE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme VERGNAULT, domiciliée 28, rue de la Chênaie à Saint-Orens de Gameville, en date du 20 février 2016, à l'occasion du repas de quartier rue de la Chênaie le vendredi 1er juillet 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier rue de la Chênaie organisé par Mme Vergnault et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25089 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue de la Chênaie », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de la Chênaie du numéro 20 à l'intersection de la rue du Bousquet.**

**DU VENDREDI 1er JUILLET 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 2 JUILLET 2016 – 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

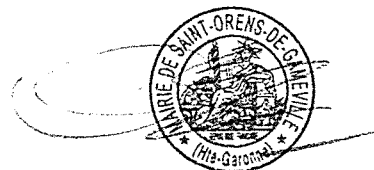
### ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 1<sup>er</sup> juillet 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DE LA RUE DES AUBEPINES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,  
VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,  
VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,  
VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,  
VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.  
VU la demande de Mme CARRASCO domiciliée 3, allée des Pins à Saint-Orens de Gameville, en date du 22 mars 2016, à l'occasion du repas de quartier rue des Aubépines le vendredi 24 juin 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue des Aubépines organisé par Mme CARRASCO et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25088 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - rue des Aubépines », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue des Aubépines dans sa totalité :**

**DU VENDREDI 24 JUIN 2016 (10H00)  
AU SAMEDI 25 JUIN 2016 (2H00)**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.



### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 7

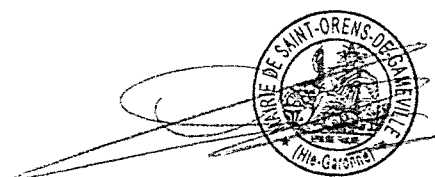
Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 24 juin 2016  
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « CLOS DE BEAUVOIR 1 »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes..

**VU** la demande de Mr BOSSUET domicilié au 4, rue du Beauvoir à Saint-Orens de Gameville en date du 30 mars 2016, à l'occasion du repas de quartier « Clos de Beauvoir 1 » le vendredi 24 juin 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Clos de Beauvoir 1 » organisé par Mr BOSSUET et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25087 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – Clos de Beauvoir 1 », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de Beauvoir dans sa totalité :**

**DU VENDREDI 24 JUIN 2016 – 18H00  
AU SAMEDI 25 JUIN 2016 – 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

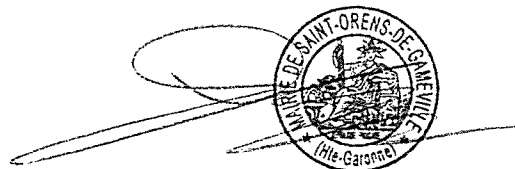
### ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 24 juin 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
27 RUE DES LAURIERS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 09 juin 2016, stationnement camion de déménagement

**PETITIONNAIRE**

NOM : Michel ROUPIN

ADRESSE : 27 rue des Lauriers  
31650 Saint Orens de Gameville

Responsable chantier : Michel ROUPIN

Tel :

Mail : roupin.m@gmail.com

**ARRETONS sous n°25084**

- Autorisation de stationnement d'un camion de déménagement sur les places de stationnement, dans le respect des limites permettant le passage des bus.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
21 juin 2016 de 6h à 20h**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 9 juin 2016

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Sport/Animation/Vie Associative de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 13 juin 2016,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 30 juin 2016  
Et après transmission en Préfecture : néant

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 22 juillet 2016  
à 16 heures 30 minutes au 25 juillet 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25083**

**ARTICLE 1 Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 22 juillet 2016  
à 16 heures 30 minutes au 25 juillet 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Véronique WARNET épouse ROUSSET**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 2 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 5 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25081**

**ARTICLE 1 Madame Véronique WARNET épouse ROUSSET**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 2 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 5 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
ROUTE DE REVEL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 2 juin 2016, branchements assainissement

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Toulouse Métropole/gestion assainissement ADRESSE : 1 place de la légion d'honneur 31505 TOULOUSE  Responsable chantier : Reda AMNAI Tel : 05 81 91 76 58 Mail : reda.amnai@toulouse-metropole.fr	NOM : SOGEA ADRESSE : 90, route de Seysses 31081 TOULOUSE  Responsable chantier : Alexis BARATON Tel : 06 12 10 48 00 Mail : alexis.baraton@vinci-construction.fr

**ARRETONS sous n°25074**

- Autorisation de travaux en alternat par feux tricolores ou piquets K10
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
6 au 10 juin 2016**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 3 juin 2016

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur David ANDRIEU**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 21 octobre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 24 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25072**

**ARTICLE 1 Monsieur David ANDRIEU**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 21 octobre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 24 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

**Dominique FAURE**  
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur François UBEDA**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 14 octobre 2016 à 16 heures 30 minutes au 17 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25071**

**ARTICLE 1      Monsieur François UBEDA**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 14 octobre 2016 à 16 heures 30 minutes au 17 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2      Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Véronique WARNET épouse ROUSSET**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 7 octobre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 10 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25070**

**ARTICLE 1** **Madame Véronique WARNET épouse ROUSSET**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 7 octobre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 10 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2** **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

**Dominique FAURE**  
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur David RENVAZÉ**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 30 septembre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 3 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25069**

**ARTICLE 1 Monsieur David RENVAZÉ**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 30 septembre 2016  
à 16 heures 30 minutes au 3 octobre 2016 à 8 heures 30 minutes.

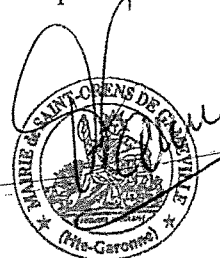
**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 14 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Sophie CLEMENT**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 23 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 26 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25068**

**ARTICLE 1 Madame Sophie CLEMENT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 23 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 26 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16.12.2016  
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur Thierry ARCARI**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 16 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 19 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25067**

**ARTICLE 1 Monsieur Thierry ARCARI**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 16 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 19 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 9 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 12 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25066**

**ARTICLE 1** **Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 9 septembre 2016 à 16 heures 30 minutes au 12 septembre 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2** **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur André PUIS**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 26 août 2016 à 16 heures 30 minutes au 29 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25064**

**ARTICLE 1 Monsieur André PUIS**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 26 août 2016 à 16 heures 30 minutes au 29 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le





**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Monsieur Jean FARENC**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 19 août 2016  
à 16 heures 30 minutes au 22 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25063**

**ARTICLE 1 Monsieur Jean FARENC**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 19 août 2016  
à 16 heures 30 minutes au 22 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L' intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le



**VILLE DE  
SAINT ORENS**



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Dominique FAURE**  
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL  
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales  
**VU** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

**Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 12 août 2016  
à 16 heures 30 minutes au 16 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARRETONS SOUS N° 25062**

**ARTICLE 1 Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,  
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 12 août 2016  
à 16 heures 30 minutes au 16 août 2016 à 8 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de  
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie  
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 9 juin 2016.

Madame Le Maire,  
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax : 05 62 24 92 94

**DEMANDE DEROGATION D'OUVRIR  
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Sylvain RAYNAL, président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance, une dérogation, à l'arrêté municipal temporaire n°24935 du 19 avril 2016 portant interdiction de consommation d'alcool dans les voiries, places, et lieux publics de la ville de Saint-Orens de Gameville, d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, dans le parc du Château de Catala, à l'occasion du repas de la « Fête de fin d'année de l'Amicale Laïque » le samedi 18 juin 2016.

Le... 6... Juin... 2016...

**ARRETE DU MAIRE N : 25060**

Madame Dominique FAURE, Maire de la commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique,

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de protocole, de défense, et d'anciens combattants,

Vu l'arrêté municipal temporaire n°24935 du 19 avril 2016, portant interdiction de consommation d'alcool dans les voiries, places, et lieux publics de la ville de Saint-Orens de Gameville,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire, présentée le 20 mai 2016 en mairie par, Monsieur Sylvain RAYNAL, président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de la « Fête de fin d'année de l'Amicale Laïque » dans le parc du Château de Catala, le samedi 18 juin 2016.

**Article unique :**

Par dérogation à l'arrêté municipal temporaire n°24935 du 19 avril 2016, portant interdiction de consommation d'alcool dans les voiries, places, et lieux publics de la ville de Saint-Orens de Gameville, la consommation de boissons alcoolisées du deuxième groupe, sera exceptionnellement autorisée, à, Monsieur Sylvain RAYNAL, président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, sous réserve de ne créer de troubles à l'ordre public, à l'occasion du repas de la « Fête de fin d'année de l'Amicale Laïque » dans le parc du Château de Catala, le samedi 18 juin 2016.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à Saint-Orens de Gameville,  
Le 1er juin 2016.

Le maire.  
Par délégation **Serge JOP**  
Adjoint au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 06 juin 2016.



# **VILLE DE ST ORENS**

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

## **ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE L'ORGANISATION D'UN FEU DE LA SAINT-JEAN**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la demande du Comité des Fêtes représenté par son Président, Monsieur MEXES Serge domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS, pour l'organisation d'un Feu de la Saint-Jean sur les terrains situés en contrebas du bâtiment buvette des Chênes, Place Bellières à Saint-Orens propriété de la ville de Saint-Orens, le mardi 21 juin 2016 à la tombée de la nuit (aux environs de 22h30).

**VU** l'arrêté d'occupation privative sans emprise du domaine public délivré le 31 mai 2016,

**VU** les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

**VU** la configuration du terrain où doit se tenir cette manifestation,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP adjoint au maire, portant le numéro 24170 du 2 juin 2015,

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations lors de grands rassemblements de personnes.

**ARRETE N°25053/2016**

### **ARTICLE 1**

Le feu de la Saint-Jean que propose d'organiser le Comité des Fêtes, le mardi 21 Juin 2016, sur les terrains situés en contrebas du bâtiment buvette de la Pétanque, Place Bellières est autorisé.

### **ARTICLE 2**

Durant l'organisation de son Feu de la Saint-Jean sur les terrains ci-dessus référencés le Président de l'Association Comité des Fêtes est tenu de respecter les prescriptions ci-après:

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, tous matériaux de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes (exemple palette à exclure).

3 – Centrer le foyer sur le terre-plein et contrôler les flammes trop hautes afin d'éviter les brûlures sur le jeune feuillage.

4 – Maintenir le public loin du foyer par des barrières de foule, à une distance minimum de 40 m.

5 – Désigner des responsables munis chacun de seaux d'eau, extincteurs, couvertures (en cas de feu sur une personne).

6 – Informer les responsables de la sécurité (désignés par les organisateurs) du numéro d'appel des Sapeurs Pompiers, de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche et du numéro d'appel du SAMU.

7 – Réserver un accès facile des secours en interdisant le stationnement sur la voie d'accès proche de l'emplacement choisi.

### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE. Une ampliation en sera adressée au Président du Comité des Fêtes.

### **ARTICLE 5**

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Messieurs les Gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- à Monsieur le Commandant du SDIS.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 1<sup>er</sup> juin 2016,

Serge JOP  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 02.06.16  
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE ST ORENS**  
**DE GAMEVILLE**



**ARRETE PORTANT OCCUPATION PRIVATIVE SANS EMPRISE DU  
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR L'ORGANISATION  
D'UN « FEU DE LA SAINT-JEAN » LE MARDI 21 JUIN 2016**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L-1311-1,  
**VU** la demande du Comité des Fêtes représenté par son Président, Monsieur MEXES Serge domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS, pour l'organisation d'un Feu de la Saint-Jean sur les terrains situés en contrebas du bâtiment buvette des Chênes, Place Bellières à Saint-Orens propriété de la ville de Saint-Orens, le **mardi 21 juin 2016** à la tombée de la nuit (aux environs de 22h30),  
**VU** l'état des lieux de la place publique Jean Bellières,  
**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,  
**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Etienne LOURME, adjoint au maire, portant le numéro 24174 du 2 juin 2015.

**ARRETE N°25052/2016**

**ARTICLE 1**

Il est accordé au pétitionnaire une autorisation d'occupation privative sans emprise du domaine public communal, place Jean Bellières (partie gravillonnée près de la buvette), pour le déroulement du feu de la Saint-Jean.

**LE MARDI 21 JUIN 2016  
DE 7h00 A MINUIT**

**ARTICLE 2**

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, une ampliation en sera adressée au Président du Comité des Fêtes.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 31 mai 2016.

**Etienne LOURME**  
Adjoint au Maire



Travaux, Voirie,  
Entretien des bâtiments publics,  
Réseaux et Cimetières

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : **02.06.16**  
Et après transmission en Préfecture : Néant

# VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne  
Tél : 05 61 39 00 00  
Fax : 05 62 24 92 94

## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION AUX ABORDS DE LA PLACE BELLIERES A L'OCCASION DE LA FETE DE LA MUSIQUE LE 21 JUIN 2016

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la Fête de la Musique organisée conjointement par le Comité des Fêtes représenté par son Président Mr MEXES et la ville de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation.

### ARRETE N°25051/2016

#### ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de la Fête de la Musique, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés de la façon suivante :

**La circulation de tous les véhicules sera interdite avenue Jean Bellières du n°6 jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières / avenue Armand Leygue / avenue des Chênes à l'exception des riverains, des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux.**

**La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits sur la place Jean Bellières, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux.**

**DU MARDI 21 JUIN 2016– 17H00  
AU MERCREDI 22 JUIN 2016 – 1H00**

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le mercredi 22 juin 2016 (1h00) sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

#### ARTICLE 2

La circulation sera déviée par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.

#### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les services municipaux et mise en place par les organisateurs. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie

#### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

#### ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE.

#### ARTICLE 7

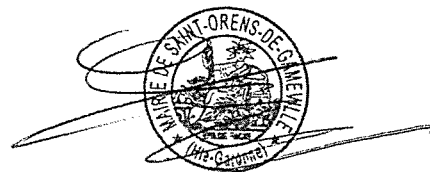
Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,  
Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 8

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- à Monsieur le Commandant du SDIS,

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 31 mai 2016,  
Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 21 juin 2016  
Et après transmission en Préfecture : Néant





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « AVENUE DE LA MARQUEILLE »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr BOESPFLUG en date du 9 avril 2016, à l'occasion du repas de quartier avenue de la Marqueille le samedi 11 juin 2016.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier avenue de la Marqueille organisé par Mr BOESPFLUG et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N° 25050 / 2016**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - avenue de la Marqueille », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **dans la contre-allée située entre les n°89 et 95 de l'avenue de la Marqueille :**

**DU SAMEDI 11 JUIN 2016 - 18H00  
AU DIMANCHE 12 JUIN 2016 - 2H00**

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. ~~Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.~~

### ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 7

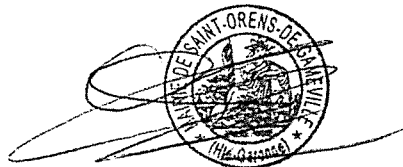
Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 1er juin 2016

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 10 juin 2016.  
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE ST ORENS**  
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**Serge JOP**

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION  
DU « CENTRE DE RASSEMBLEMENT PASTORAL »  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC  
DE TYPE PRINCIPAL L – 3<sup>ème</sup> Catégorie**

**Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2,

VU l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),

VU l'arrêté préfectoral 11 octobre 2010 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.), à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales,

**CONSIDERANT** l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public émis par procès-verbal du 10/03/2016, suite à la visite périodique effectuée le 17/02/2016,

**ARRETE N° 25 045**

**ARTICLE 1 :** L'établissement dénommé «Centre de Rassemblement Pastoral», sis Place du Souvenir à Saint-Orens de Gameville, classé en type principal L de la 3<sup>ème</sup> catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

**ARTICLE 2** : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité du 10/03/2016.

.../...

**ARTICLE 3** : A la réalisation des prescriptions, l'exploitant tient informé le Maire.

**ARTICLE 4** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5** : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le 15 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégué



Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 16 JUIN 2016

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 24/02/2016

N°AT 031 506 16 00007

Par : S.A.S. CASINO RESTAURATION  
Représenté par : Monsieur CHARLES WILLIAM

Pour : Réaménager un restaurant à l'enseigne  
«A LA BONNE HEURE»

Sur un terrain sis à : 5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS  
CENTRE COMMERCIAL SAINT ORENS

CATEGORIE : 1ère  
TYPE M, N

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 26/04/2016, reçu le 12/05/2016 ;

Vu l'avis favorable tacite de la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 14/05/2016 ;

ARRETE N° 25 040

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par la Sous-commission consultée susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le - 4 JUIN 2016

Serge JOP Maire  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUIN 2016

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du mercredi 13 juillet 2016.

Le 15.8.16

**ARRETE DU MAIRE N : 25038**

Madame Dominique FAURE, Maire de la commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de protocole, de défense, et d'anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 26 mai 2016 en mairie par, Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville.

**Article unique :**

Monsieur Serge MEXES, président de l'association du Comité des Fêtes, domicilié 46, avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion des festivités du mercredi 13 juillet 2016.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à Saint-Orens de Gameville,  
Le 27 mai 2016.

Le maire.

Par délégation. **Serge JOP**  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.  
Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 15/06/2016.



<b>Demande déposée le 16/03/2016</b>		<b>N° PC 031 506 16 00007</b>
Par :	S.A.S. LYMO	<b>REÇU</b> 07 JUIN 2016 Mairie de la Haute-Garonne
Demeurant à :	3 AVENUE DIDIER DAURAT 31400 TOULOUSE	
Représenté par :	Monsieur ROUCHER Gilles	
Pour :	Démolir un appentis ainsi qu'un abri de jardin et édifier un bâtiment collectif de 6 logements	
Sur un terrain sis à :	2 AVENUE DU CORAIL BP 75	
		Surface de plancher créée : 352 m²
		Nb de logements : 6
		Nb de bâtiments : 2
		Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable en date du 05/04/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 12/04/2016,

Vu l'avis favorable de SMTC-TISSEO en date du 07/04/2016, reçu le 11/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 13/04/2016 du Conseil Départemental de la Haute Garonne – Secteur Routier, reçu le 15/04/2016,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 13/04/2016 assorti de prescriptions, reçu le 18/04/2016

Vu l'avis favorable en date du 15/04/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 19/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 22/04/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 26/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 17/05/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 54 kVA triphasé, reçu le 25/05/2016,

CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Les locaux annexes sont implantés à 1,40 mètre du bâtiment collectif projeté au lieu de 3 mètres minimum règlementaires, comme le stipule l'article UB 8.1
- L'emprise au sol totale du projet atteint 37% au lieu de 35% maximum règlementaires comme le stipule l'article UB 9.2.
- Le taux d'espace vert total après travaux atteint 26% au lieu de 30 % minimum règlementaires, comme le stipule l'article UB 13 6.

**ARRETE N° 25 030**

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire valant permis de démolir est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le - 4 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



**Serge JOP**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUIN 2016

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 03/02/2016

N°AT 031 506 16 00004

Par : S.A.S. FOLIES DOUCES  
Représenté par : Monsieur RAULIN OLIVIER

Pour : Aménager une boutique à l'enseigne  
«ADOP'T»

Sur un terrain sis à : 5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS  
CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS

CATEGORIE : 1ère  
TYPE : M

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'arrêté du 01/02/2010 et notamment l'article M1§3 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 29/03/2016, reçu le 13/04/2016 ;

Vu l'avis favorable tacite de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité aux personnes handicapées en date du 16/04/2016 ;

ARRETE N° 25 028

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par la Sous-commission consultée susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3 : Au titre de l'article M1§3 de l'arrêté du 01/02/2010 susvisé, il appartiendra à la Direction Unique de sécurité du centre commercial de transmettre avant ouverture au public, au Maire ainsi qu'au secrétariat de la Commission de sécurité, les documents suivants :

- Le Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux, émanant d'un bureau de contrôle agréé ;
- L'Attestation du Maître d'Ouvrage précisant que les travaux ont été réalisés sans modification de la structure de la Cellule.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le - 4 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUIN 2016

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 11/02/2016

N°AT 031 506 16 00006

Par : SASU TIME KOK

Représenté par : M KOK Omer

Pour : Aménager une boutique à l'enseigne

«MONTRE SERVICE»

Sur un terrain sis à : 5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS

CENTRE COMMERCIAL SAINT-ORENS

CATEGORIE : 1ère

TYPE : M

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu l'arrêté du 01/02/2010 et notamment l'article M1§3 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité aux personnes handicapées en date du 19/04/2016, reçu le 28/04/2016 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-commission Départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH en date du 26/04/2016, reçu le 12/05/2016 ;

ARRETE N° 25 027

ARTICLE 1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par la Commission et la Sous-commission consultées susvisées devront être respectées.

ARTICLE 3 : Au titre de l'article M1§3 de l'arrêté du 01/02/2010 susvisé, il appartiendra à la Direction Unique de sécurité du centre commercial de transmettre avant ouverture au public, au Maire ainsi qu'au secrétariat de la Commission de sécurité, les documents suivants :

- Le Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux, émanant d'un bureau de contrôle agréé ;
- L'Attestation du Maître d'Ouvrage précisant que les travaux ont été réalisés sans modification de la structure de la Cellule.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne tient pas lieu d'autorisation d'ouverture au public uniquement délivrée suite à l'avis des Commissions compétentes se prononçant après visite des lieux et réception des documents susvisés pour les établissements de la première à la quatrième catégorie.

Le - 4 Juin 2016

Pour le Maire  
Par délégation  
  
Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUIN 2016

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

MAIRIE DE SAINT ORENS DE  
GAMEVILLE

PERMIS DE DEMOLIR  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 02/05/2016 complétée le 19/05/2016

N° PD 031 506 16 00001

Par : EPFL GRAND TOULOUSE  
Demeurant à : 7 RUE RENE LEDUC BP 35821  
31505 TOULOUSE CEDEX 5  
Représenté par : Monsieur ESTRABOL Igor  
Pour : Démolir une maison individuelle  
Sur un terrain sis à : 1 RUE D E SOYE BI 86

Surfaces de plancher  
démolie : 130 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 451-1 et suivants et R 451-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu le complément de dossier déposé le 19/05/2016,

ARRETE N° 25 026

ARTICLE UNIQUE : Le permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le - 4 JUN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



Serge JOP  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUN 2016

.../...

## POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

### **Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

## **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enseillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Demande déposée le 31/03/2016

N° PC 031 506 16 00011

Par :	SARL RHCP 31	Surface de plancher créée : 399 m²
Demeurant à :	7 CHEMIN DE LA RIVIERE LONGUE 31850 BEAUPUY	Nb de logements : 5
Représenté par :	Messieurs BOU Jean-François et MONBRUN Cyril	Nb de bâtiments : 3
Pour :	Démolir un atelier et édifier cinq maisons individuelles	Destination : Habitation
Sur un terrain sis à :	14 AVENUE DE GAMEVILLE	

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable en date du 19/04/2016 du Service Développement et Foncier du Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 20/04/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 5x12 kVA monophasé, reçu le 25/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 22/04/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 26/04/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 29/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 09/05/2016 du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – Secteur routier, reçu le 12/05/2016,

#### ARRETE N° 25 025

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 26/04/2016, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 19/04/2016, d'E.R.D.F. en date du 20/04/2016, du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – Secteur routier en date du 09/05/2016, de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 22/04/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

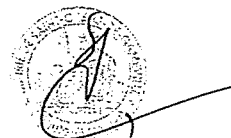
La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Le        - 4 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



**Serge JOP**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :    - 7 JUIN 2016

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

**Demande déposée le 25/01/2016**

**N° PC 031 506 16 00002**

Par :	S.A. PIERRE PASSION
Demeurant à :	30 BOULEVARD LAZARE CARNOT 31000 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur PELISSIER Michel
Pour :	Démolir une pharmacie et édifier un bâtiment collectif de logements, des cabinets médicaux, un cabinet dentaire et une pharmacie
Sur un terrain sis à :	56 58 AVENUE DE GAMEVILLE EE 6, BE 7

Surface de plancher

créée : 1384 m²

Nb de logements : 24

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation, activité  
de service et commerce

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable en date du 03/02/2016 du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – Secteur routier, reçu le 08/02/2016,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 05/02/2016 assorti de prescriptions, reçu le 11/02/2016,

Vu l'avis favorable en date du 11/02/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 22/02/2016,

Vu l'avis favorable de TISSEO-SMTC en date du 15/02/2016, reçu le 17/02/2016,

Vu l'avis en date du 15/02/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 22/02/2016,

Vu l'avis en date du 18/02/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 23/02/2016,

Vu l'avis favorable en date du 24/02/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 265 kVA triphasé, reçu le 26/02/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour un cabinet médical (ERP 1), émis par procès-verbal en date du 10/03/2016, reçu le 31/03/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour le cabinet dentaire (ERP 2), émis par procès-verbal en date du 10/03/2016, reçu le 31/03/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour un cabinet médical (ERP 3), émis par procès-verbal en date du 10/03/2016, reçu le 31/03/2016,

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour implanter une pharmacie (ERP 4), émis par procès-verbal en date du 10/03/2016, reçu le 31/03/2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux Personnes Handicapées en date du 15/03/2016, reçu le 25/03/2016,

Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1600003 délivrée le 26/04/2016,

#### ARRETE N° 25 024

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 18/02/2016, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 15/02/2016, d'E.R.D.F. en date du 24/02/2016, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour des cabinets médicaux, un cabinet dentaire ainsi que l'aménagement d'une pharmacie, émis par procès-verbaux en date du 10/03/2016, du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – Secteur routier en date du 03/02/2016, du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 05/02/2016, de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 11/02/2016, de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité de Toulouse aux Personnes Handicapées en date du 15/03/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectés.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.


La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Le 15 JUIN 2016

Madame le Maire

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Faure', is written over a circular official stamp. The stamp contains text that is partially obscured but likely identifies the official as the Mayor of Toulouse.

Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

21 JUIN 2016

**Demande déposée le 25/03/2016**

Par :	G-CONSULTING
Demeurant à :	40 IMPASSE DES ESPERANCES 31860 VILLATE
Représenté par :	Monsieur GIRMA VIDAL Franck
Pour :	Edifier cinq maisons individuelles
Sur un terrain sis à :	22 RUE DES VIGNES BS 238, BS 239, BS 240

**REÇU**

**07 JUN 2016**

**PREFECTURE de la Hte-GARONNE**

**N° PC 031 506 16 00009**

Surface de plancher  
créée : 398 m²

Nb de logements : 5

Nb de bâtiments : 3

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu l'avis favorable en date du 07/04/2016 du Service Développement et Foncier du Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 21/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 07/04/2016 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 45 kVA triphasé, reçu le 12/04/2016,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 13/04/2016 assorti de prescriptions, reçu le 18/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 15/04/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 19/04/2016,

Vu l'avis favorable en date du 22/04/2016 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 27/04/2016,

**ARRETE N° 25 023**

**ARTICLE 1 :** Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 15/04/2016, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 13/04/2016, d'E.R.D.F. en date du 07/04/2016, du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 13/04/2016, de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 22/04/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

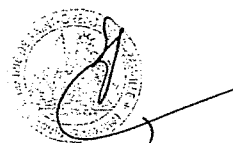
La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Le - 4 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



Serge JOP  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 JUIN 2016

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

**Demande déposée le 23/11/2015 complétée les 18/02/2016 et 27/05/2016**

**N° PC 031 506 15 00045**

Par :	Monsieur RIVERA Cruz
Demeurant à :	32 RUE BELLE PAULE 31500 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	Edifier un bâtiment collectif de 12 logements
Sur un terrain sis à :	16 RUE DES SPORTS BI 146, BI 147

Surface de plancher  
créée : 603 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 12

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,

Vu le complément de dossier déposé les 18/02/2016 et 27/05/2016,

Vu l'avis favorable pour le raccordement aux réseaux d'adduction d'eau potable d'assainissement collectifs d'évacuation des eaux usées en date du 10/12/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 14/12/2015,

Vu l'avis défavorable pour le raccordement au réseau d'assainissement collectif d'évacuation des eaux pluviales en date du 10/12/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 14/12/2015,

Vu l'avis favorable en date du 18/12/2015 du Service Développement et Foncier du Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 24/12/2015,

Vu l'avis favorable en date du 22/12/2015 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 73 kVA triphasé, reçu le 28/12/2015,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 29/12/2015 assorti de prescriptions, reçu le 04/01/2016,

Vu l'avis favorable en date du 14/01/2016 du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Haute Garonne, reçu le 18/01/2016,

**ARRETE N° 25 013**

**ARTICLE 1 :** Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 10/12/2015, Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 18/12/2015, d'E.R.D.F. en date du 22/12/2015, du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 29/12/2015, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 6 : Eu égard à l'avis défavorable au raccordement au réseau d'assainissement collectif d'évacuation des eaux pluviales, émis par Toulouse Métropole en date du 10/12/2015, le titulaire de l'autorisation devra se conformer aux prescriptions du règlement d'assainissement de Toulouse Métropole et se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau pour obtenir toute autorisation relative aux solutions alternatives de retenues des eaux de pluies proposées par le pétitionnaire.

Le

15 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



**Serge JOP**  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):



Demande déposée le 25/03/2016 complétée le 30/05/2016

N° PC 031 506 16 00008

Par :	Monsieur PINET Damien
Demeurant à :	79 AVENUE DE LA MARQUEILLE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Réaliser l'extension d'une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	79 AVENUE DE LA MARQUEILLE AT 117

Surface de plancher  
créée : 35 m<sup>2</sup>

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 02/06/2015,

Vu le complément de dossier déposé le 30/05/2016,

Vu la surface de plancher existante conservée de 127 m<sup>2</sup>,

Vu l'avis favorable en date du 15/04/2016 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 19/04/2016,

ARRETE N° 25 011

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 015/04/2016, dont l'avis est annexé au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 15 JUN 2016

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 21 JUN 2016

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 **Saint-Orens  
de Gameville**  
www.ville-saint-orens.fr  
Haute-Garonne  
Tél. : 05 61 14 88 57  
Fax : 05 61 52 41 91

## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION AVENUE DES AMETHYSTES IMPASSE DE LA FORGE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 13/04/2016, travaux de voirie

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pole Est ADRESSE : 1 avenue de Luan 31130 BALMA  Responsable chantier : Carlos LOURENCO Tel : 05 67 73 89 00 Mail : carlos.lourenco@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX  Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr

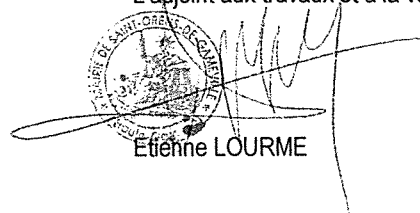
### ARRETONS sous n°24933

- Autorisation de travaux en rue barrée, déviation par la rue des Saphirs et l'avenue du Corail.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation :**  
**11 avril au 30 juin 2016**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 13 avril 2016

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le

<b>Demande déposée le 23/12/2015 complétée le 09/02/2016</b>		<b>N° PC 031 506 15 00051</b>
Par :	COMMUNE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	Surface de plancher créée : 4120 m <sup>2</sup>
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	
Représenté par :	Madame FAURE Dominique	Nb de logements : 0
Pour :	Démolir trois bâtiments communaux et édifier une salle polyvalente ainsi qu'une salle de classe	Nb de bâtiments : 2
Sur un terrain sis à :	2 RUE PABLO NERUDA, RUE DES SPORTS BI 14, BI 15	Destination : Equipement d'intérêt collectif et service public

**MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et modifié le 14 avril 2016,  
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 02/06/2015,  
Vu la surface de plancher existante conservée de 3423 m<sup>2</sup>,  
Vu le complément de dossier déposé le 09/02/2016,  
Vu l'avis favorable en date du 20/01/2016 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions, reçu le 29/01/2016,  
Vu l'avis favorable en date du 26/01/2016 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions, reçu le 01/02/2016,  
Vu l'avis favorable en date du 05/02/2016 du service E.R.D.F., assorti de prescriptions, reçu le 09/02/2016,  
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour la salle polyvalente, émis par procès-verbal en date du 11/02/2016, reçu le 17/02/2016,  
Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour la construction d'une salle de classe, émis par procès-verbal en date du 11/02/2016, reçu le 17/02/2016,  
Vu l'avis favorable tacite de la Commission d'Arrondissement de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 20/03/2016,  
Vu l'autorisation de travaux n° AT 31 506 1500062 délivrée le 26/04/2016,  
Vu le rejet tacite de la demande de dérogation au titre de l'accessibilité, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 04/05/2016,

**ARRETE N° 24 926**

**ARTICLE 1 :** Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions émises par les services consultés susvisés, du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 20/01/2016, de la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 26/01/2016, d'E.R.D.F. en date du 05/02/2016, de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pour édifier une salle polyvalente ainsi qu'une salle de classe, émis par procès-verbaux en date du 11/02/2016, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le

- 6 JUIN 2016

Pour le Maire  
Par délégation



Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
RUE BEATRICE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;

Vu la demande du pétitionnaire en date du 04/04/2016, travaux de voirie

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pole Est ADRESSE : 1 avenue de Luan 31130 BALMA  Responsable chantier : robert LABADIE Tel : 05 67 73 89 00 Mail : robert.labadie@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP ADRESSE : chemin Dubac 31270 CUGNAUX  Responsable chantier : Gabriel BANDIERA Tel : 06 74 52 98 39 Mail : g.bandiera@orange.fr

**ARRETONS sous n°24914**

- Autorisation de travaux en rue barrée. Déviation par la rue des Genêts, la rue de Sicard et l'avenue de Gameville
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:  
4 au 15 avril 2016**

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 4 avril 2016

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le



ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
15 RUE DE LA SAUNE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18, R. 411-25 à R. 411-28, R.417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R.417-12 ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;  
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02 JUIN 2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME –adjoint au Maire ;  
Vu la demande du pétitionnaire en date du 04/04/16, stationnement d'une benne

ENTREPRISE

NOM : ALAUX NEGREL Gabrielle  
ADRESSE : 15 rue de la Saune  
31750 Saint Orens de Gameville

Responsable dossier : Gabrielle NEGREL  
Tel : 06 28 77 10 37  
Mail : negrel3@orange.fr

ARRETONS sous n°24913

- Autorisation de stationnement d'une benne devant le N°15 rue de La Saune
- Toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOREN471. Le non-respect de cette mesure entraîne l'exclusion du chantier de la personne non protégée.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.
- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Durée :

11 au 15 avril 2016

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 4 avril 2016

Pour le Maire et par délégation  
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT  
Et publication, affichage ou notification le





# DECISIONS



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26<sup>ème</sup> Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION AU  
TITRE DU FONDS DE SOUTIEN DE  
L'ETAT A L'INVESTISSEMENT LOCAL  
POUR 2016 - LISTE DES PROJETS  
SOU MIS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article 159 de la Loi de Finances pour 2016, créant une dotation budgétaire spéciale pour 2016, le Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

**Considérant** les sept axes d'opérations éligibles à ce fonds : rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables, mise aux normes des équipements publics, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité, développement d'infrastructures en faveur de la construction de logements, la réalisation d'équipements structurants rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants,

**Considérant** les critères d'éligibilité modalités de constitution des dossiers de demande de financements au titre de ce fonds,

**Considérant** que certains projets portés par la commune, dont l'exécution n'est pas à ce jour engagée, entrent dans le champs des axes définis par ce fonds,

**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer le projet.

**DECIDE S/N° 48-2016**

**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de l'Etat, au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local, l'attribution d'une subvention permettant le financement des opérations ci-dessous énumérées. La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de chacune des opérations, déduction faite des subventions qui seront attribuées.

	Dépense H.T.	Financements FSIL sollicités		Commune sur fond propre
		Taux	Montant	
<b>Axe 1 : Rénovation thermique des bâtiments visant à diminuer les consommations d'énergie</b>	<b>61 600 €</b>		<b>49 280 €</b>	<b>12 320 €</b>
Remplacement des menuiseries dans divers bâtiments communaux	61 600 €	80%	49 280 €	12 320 €
<b>Axe 4 : Mise aux normes d'équipements publics et projets d'accessibilité</b>	<b>818 067 €</b>		<b>604 530 €</b>	<b>213 537 €</b>
Ad'AP communal, dossier 031 399 15 1412, approuvé par la Préfecture le 07/01/2016	346 319 €	80%	277 055 €	69 264 €
Travaux de désamiantage, de pose de sols souples dans les écoles	118 900 €	80%	95 120 €	23 780 €
Installation d'un élévateur à la bibliothèque	67 287 €	30%	20 186 €	47 101 €
Mise en accessibilité du 1er étage de l'espace Marc	253 000 €	80%	202 400 €	50 600 €
Modification de l'entrée de la Bibliothèque municipale	32 560 €	30%	9 768 €	22 792 €
<b>Axe 7 : Grands équipements structurants</b>	<b>4 977 000 €</b>		<b>1 493 100 €</b>	<b>3 483 900 €</b>
Réalisation d'une Maison des Arts Martiaux	4 977 000 €	30%	1 493 100 €	3 483 900 €
<b>Total</b>	<b>5 856 667 €</b>		<b>2 146 910 €</b>	<b>3 709 757 €</b>

## **ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

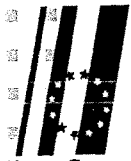
Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/06/2016

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27/06/2016

En publication, affichage ou notification le : 27/06/2016



DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2016015**  
**Emplacement : M/17**  
**Date Echéance : 17 juin 2066**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **Mme BOUSQUET Josette, Jeanne, Marie (veuve BONATO)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 4 Rue Des Sorbiers**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 47/2016**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme BONATO Josette, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Restreinte** :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

**à compter du 17 juin 2016**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2635,00 €**.

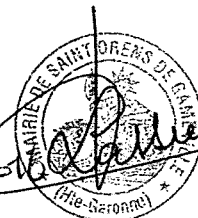
**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

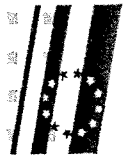
Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 24 juin 2016

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire  
Mme Josiane LASSUS PIGAT  
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 05/07/2016  
Et publication, affichage ou notification le



DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
8ème alinéa

**CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2016014**  
**Emplacement : H/9**  
**Date Echéance : perpétuelle**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **M. AYMES Jean-Marc, Jérôme** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 6 rue des Murex**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 46/2016**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. AYMES Jean-Marc, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

**à compter du 16 juin 2016 .**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

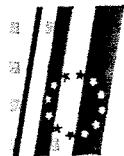
**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 20 juin 2016.

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire  
Mme Josiane LASSUS PIGAT  
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 23/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le





Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016013  
Emplacement : M/14  
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **Mme CABRERA Josiane Esther (épouse TOMAS)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 57 rue du Panoramique**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 45/2016**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme TOMAS Josiane et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

**à compter du 13 juin 2016 .**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

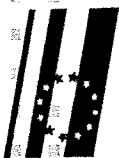
**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 17 juin 2016.

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire  
Mme Josiane LASSUS PIGAT  
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 21/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le





DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2016012  
Emplacement : N/22  
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **Mme COUSY Nicole Marie (épouse AUBARD)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 2 Rue Du Couli**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 42/2016**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme AUBARD Nicole et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

**à compter du 17 mai 2016**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 31 mai 2016

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire  
Mme Josiane LASSUS PIGAT  
Conseillère municipale déléguée aux affaires générales

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 03/06/2016  
Et publication, affichage ou notification le







